

Nucléaire

9

International

11

International

12

Féminisme

15

Il y a 50 ans,
l'occupation du site
de Kaiseraugst

Tournants
inquiétants du
régime burkinabé

PKK: 50 ans de
combats militaires
et politiques

Prendre les ondes
pour prendre
la parole

Édito

Le soutien à Israël se fissure

En début d'année, une trêve dans la guerre d'Israël contre Gaza avait suspendu le génocide et ouvert l'horizon d'une solution politique et négociée. Mais la puissance coloniale a choisi de briser le cessez-le-feu, de continuer le nettoyage ethnique, redoubler les bombardements, occuper militairement la quasi-totalité de Gaza, bloquer l'accès humanitaire et utiliser la faim et la soif comme armes de guerre.

Depuis quelques semaines, les condamnations des actes et projets israéliens s'accumulent de la part de figures publiques comme de dirigeant·es de plusieurs pays occidentaux. Le verrouillage médiatique se desserre également, avec la publication croissante d'articles et reportages critiques d'Israël. L'hypothèse d'une reconnaissance d'un État palestinien progresse aussi. Des menaces de sanctions ont même été annoncées par la Commission Européenne, suivie par certains pays membres de l'UE, et par le Royaume-Uni.

En Suisse, les pressions à l'encontre du Conseil fédéral se multiplient à plusieurs niveaux. Le 27 mai, une lettre ouverte signée par plus de quatre-vingt personnalités publiques de la communauté juive ou de politicien·nes de gauche, ayant soutenu Israël jusqu'ici, appelle le Conseil fédéral à s'engager davantage pour un cessez-le-feu. →

14
JUIN
2025:
GRÈVE
FÉMINISTE
ACTE
VII

Éditeur	Tirage
Journal solidarités	5 000 exemplaires
Case postale 2089	17 n° par an
1211 Genève 2	Comité éditorial
T +41 22 740 07 40	Clara Almeida Lozar
E journal@solidarites.ch	Noémi Badouali
W solidarites.ch/journal	Clement Bindchaedler
	Guillaume Matthey
	Caro Studer

Genève	JUIN
ME 18	LE FIL ROUGE
Projection de <i>Debout! Une histoire du mouvement de libération des femmes</i> de Carole Roussopoulos (CH, 1999, 90')	
18 h 30 Fonction cinéma	

Neuchâtel	JUIN
VE 20	KINSHASA MAKAMBO
Projection du film de Dieudo Hamadi (2018, 75'), suivi d'une discussion	
20 h L'ABC La Chaux-de-Fonds	

Vaud	JUIN
SA 7	MANIFESTATION EN MÉMOIRE DE MICHAEL KENECHUNKWU EKEMEZIE
Tué par la police le 25 mai à Lausanne	
14 h Parc de Montbenon, Lausanne	

NATIONAL	SA 14 JUIN
GRÈVE FÉMINISTE	
Abonnements	
Annuel	
Étudiants, chômeurs/seuses, AVS/AI... Soutien	
3 mois à l'essai	
Pour payer:	
CCP 17-216950-1 IBAN CH28 0000 0000 1721 6950 1	
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:	
► abo@solidarites.ch	

Fribourg	13 h	Pl. Georgette-Pythonne	Stands, librairie féministe et animation
	14 h		Prises de paroles
	14 h 30		Départ de la manifestation
	After Manif		Dj option musique et auto bar par MarcelleX
Genève	12 h	Parc des Crosettes	Pic-nic géant collectif
	13 h		Activités participatives
	13 h 45		Performances militantes
	14 h 40		Discours de la Grève Féministe
	15 h		Manifestation
	17 h		Action devant le Grand Théâtre
	17 h 30	Parc des Bastions	Arrivée de la manifestation
	20 h 30		Programme de la soirée organisé par les Bastions de l'égalité
Lausanne	15 h	Pl. S^{te}-Françoise	Occupation massive de l'espace public
La Chaux-de-Fonds	14 h	Place de la Gare	Manifestation

Contact régional du mouvement	Neuchâtel
	Case postale 3105
	25 rue des Gares
	2001 Neuchâtel
	T +41 37 83 81
	E info@solidarites.ch
	W solidarites.ch/neuve

Vaud	5 place Chauderon
	1003 Lausanne
	T +41 79 402 28 74
	E vaud@solidarites.ch
	W solidarites.ch/vaud

6 06	2025

AGENDA

Le Parti socialiste, jusque-là plutôt silencieux, a récolté plus de 130 000 signatures en quelques jours contre la menace de nettoyage ethnique. Début juin, une lettre ouverte signée par plus de cinquante diplomates suisses dénonce un « véritable nettoyage ethnique et un processus génocidaire » et critique la position pro-israélienne du conseiller fédéral en charge des Affaires étrangères. Critiqué par son propre département, Ignazio Cassis refuse encore de s'associer à toute mesure prise contre Israël.

Certes, ces positions sont trop faibles, déclaratives et ne changent encore rien pour la population gazaouie. Certes, elles sont trop tardives. Certes, ce ne sont pas des changements de position sur le fond : pas de reconnaissance des droits à l'autodétermination et au retour des Palestiniens, ou du caractère d'apartheid de l'État israélien. Mais alors que le mouvement pour les droits fondamentaux des Palestiniens tient bon et se renforce, voir ces fissures apparaître dans le soutien inconditionnel à Israël, tout comme les premières critiques dénonçant les crimes de guerre au sein même de la société israélienne, ouvrent la perspective de la fin de l'impunité de cet État colonial et criminel.

Dans cette période sombre, notre rôle doit être de continuer de soutenir et construire les mobilisations qui durent depuis plus d'un an et demi. Les discours « modérés » ne doivent pas prendre le dessus sur le mouvement qui défend les revendications fondamentales du peuple palestinien. Car ce mouvement est bien vivant et bien déterminé (manifestations, mouvement étudiant, dénonciation pénale contre quatre conseiller·ères fédéraux·ales pour complicité avec la commission d'un génocide, etc).

Nous devons agir sur une ligne de crête : tendre la main à celles et ceux qui ne prennent la parole qu'aujourd'hui, mais aussi montrer leurs contradictions et les pousser à les dépasser. Sans justice, sans droit à l'autodétermination et au retour, sans fin de l'apartheid et de la colonisation, pas de paix.

La rédaction

Genève

ME 18 **JUIN**

LE FIL ROUGE

Projection de *Debout! Une histoire du mouvement de libération des femmes* de Carole Roussopoulos (CH, 1999, 90')

18 h 30 Fonction cinéma

Neuchâtel

VE 20 **JUIN**

KINSHASA MAKAMBO

Projection du film de Dieudo Hamadi (2018, 75'), suivi d'une discussion

20 h L'ABC La Chaux-de-Fonds

Vaud

SA 7 **JUIN**

MANIFESTATION EN MÉMOIRE DE MICHAEL KENECHUNKWU EKEMEZIE

Tué par la police le 25 mai à Lausanne

14 h Parc de Montbenon, Lausanne

NATIONAL

JUIN

SA 7

CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES

Table ronde suivie d'un repas et d'une collecte en faveur de la famille de Michael Kenechunkwu Ekemezie

18 h La Fraternité, Lausanne

DI 8

MARS 2026

ÉLECTIONS COMMUNALES 2026

Vous êtes sympathisant·xe de solidaritéS ou de la coalition Ensemble à gauche et désirez figurer sur nos listes? Écrivez un courriel à: secretariat-vd@solidarites.ch

International

19

→

JUILLET

RENCONTRES INTERNATIONALES DES JEUNES ANTICAPITALISTES

Réunion de militant·ex d'organisations de gauche radicale du monde entier.

Intéressé·xe à participer? Infos et inscription → info@solidarites.ch

Belgique

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous ! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé !

→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements

→ Par Twint, en scannant ce QR code



POUR DES LOYERS JUSTES, PAS DES PROFITS INJUSTES

Lancée par l'ASLOCA, l'initiative sur les loyers veut plafonner les rendements et rétablir le principe du loyer basé sur les coûts. Une réponse à une crise qui touche des millions de locataires.

Dans les grandes villes de Suisse, se loger est devenu un luxe. Alors que 60 % de la population loue son logement, les loyers explosent : 25 % d'augmentation en vingt ans, sans rapport avec l'évolution des salaires dans le même laps de temps.

Aujourd'hui, des milliers de ménages économisent déjà sur d'autres besoins essentiels comme l'alimentation, la santé et les loisirs pour pouvoir payer leur loyer. Comme le soulignait Caritas en juin 2024, le logement est devenu le poste le plus important du budget des ménages dont les revenus sont faibles.

Pourtant, le droit actuel (art. 269 du code des obligations) prévoit déjà que les loyers doivent être basés sur les coûts effectifs qu'ils engendrent pour la partie bailleuse, moyennant un rendement

raisonnable pour celle-ci. Comment expliquer que cet article ne semble avoir aucun effet en regard des prix actuels des logements ? Toute la charge de contrôle repose aujourd'hui sur les locataires. Sur les 240 000 nouveaux baux qui sont signés chaque année, moins de 0,5 % font l'objet d'une contestation du loyer initial, tous les autres entrent ensuite en force et ne peuvent plus faire l'objet d'une réévaluation. Entre méconnaissance du droit, peur des représailles et procédures complexes, les locataires laissent généralement passer les trente jours durant lesquels ils pourraient contester leur loyer.

Les locataires impuissant·ex face à des loyers abusifs

Les rénovations énergétiques et les démolitions-reconstructions sont

trop souvent utilisées comme prétexte pour augmenter les loyers, repoussant ainsi les locataires les plus modestes dans des périphéries de plus en plus lointaines et moins bien loties en service public. Ces travaux entraînent souvent des hausses massives de loyer, transformant des immeubles populaires peu ou pas entretenus en résidences labellisées Minergie hors de prix. Le logement, besoin humain fondamental, est donc devenu un « objet de rendement » comme un autre entre les mains d'acteurs financiers dont le but affiché est de maximiser les profits.

En l'espace d'une vingtaine d'année, les propriétaires individuel·les, alors majoritaires encore dans les années 2000, cèdent rapidement la place à des investisseurs institutionnels et à leurs actionnaires (banques, assurances,

Action et conférence de presse pour annoncer le lancement de l'initiative sur les loyers, Berne, 16 mai 2025



sociétés anonymes, caisses de pension, etc.). En 2023, les sociétés immobilières détenaient 44,2 % des logements locatifs contre 31,3 % en 2000... et ce chiffre ne fait qu'augmenter.

Une initiative de justice sociale: pour un contrôle régulier et automatique des loyers

En réponse à cette crise, les partis bourgeois n'ont qu'un seul mot à la bouche. Il faut construire, le plus vite possible, dans le plus d'endroits possible et faire tomber les barrières législatives qui pourraient s'y opposer. Le logement ne peut et ne doit pourtant pas être considéré selon une logique d'offre et de demande. Les locataires ne sont pas libres dans un marché de parfaite concurrence. Même le droit, si libéral en Suisse, reconnaît que les locataires sont la partie faible dans un contrat de bail.

De la même manière qu'il faut lutter contre la spéculation alimentaire et la privatisation de nos besoins fondamentaux, il faut inverser la tendance et faire entrer dans les têtes et les bouches des journalistes et responsables politiques qu'un loyer admissible ne peut être que celui qui est basé sur les coûts et qu'un manque de logement vacant ne devrait avoir aucune incidence sur les prix des loyers.

C'est précisément ce que vise l'ASLOCA Suisse, qui lance une initiative populaire dont vous avez pu trouver la feuille de signature dans ce numéro. Le texte est simple, il vise à remettre au centre du discours politique le fait que les loyers doivent être basés sur les coûts effectifs et que seul le rendement prévu par la loi peut être admissible. Tout le reste n'est qu'abus sur le dos des locataires. Afin que cela ne reste pas qu'un voeu pieux, il faut instaurer un contrôle étatique automatique et régulier des loyers, ce qui s'est déjà fait par le passé.

En rétablissant le lien entre loyers et coûts réels, l'initiative mettrait fin à un cercle vicieux : plus les loyers augmentent, plus les terrains se vendent cher, excluant du marché les coopératives, les particulier·es et les communes. L'initiative permettrait de construire à nouveau pour vivre, et non pour spéculer.

Elle remettrait simplement le logement à sa juste place : non pas une marchandise, mais un droit fondamental.

Julia Huguenin-Dumittan secrétaire politique de l'ASLOCA neuchâteloise

FACE À L'EXTRÊME DROITE, QUELLE ACTUALITÉ DES LUTTES FÉMINISTES?

Ce 14 juin prochain se tiendront pour la septième année consécutive des mobilisations féministes nationales, coordonnées par les collectifs locaux de la Grève Féministe dont la première grève, le 14 juin 2019, avait relancé une dynamique féministe de rupture en Suisse. Cette mobilisation historique et celles qui ont suivies s'intègrent dans un mouvement de redynamisation des luttes féministes au niveau mondial.

Le climat géopolitique international connaît une brutale évolution : montée des conflits inter-impérialistes, réarmement, crises économiques et sociales, génocide, progression idéologique et électorale accélérée de l'extrême

droite. Si cette tendance politique se caractérise par un antiféminisme assumé, elle se réapproprie également certains enjeux féministes à des fins purement tactiques, parfois en collusion avec le féminisme libéral. Ce sont ces deux

faces d'une même pièce qu'une perspective féministe révolutionnaire doit combattre.

Contre le fémonationalisme: une perspective antiraciste et internationale

Sur les dernières années, une partie de l'extrême-droite s'est illustrée par une réappropriation de la question des violences sexistes et sexuelles (VSS) à des fins racistes et impérialistes. Comme exemple, citons le collectif identitaire Nemesis ou des femmes sionistes qui mobilisent des stéréotypes islamophobes à l'endroit des hommes arabes pour défendre une politique antimigratoire et justifier le projet génocidaire de l'État israélien.

Cette tendance n'est pas l'apanage de l'extrême droite et soutient également des politiques publiques répressives de gestion et de prévention des VSS.

À travers leur luttes, les féministes antiracistes et décoloniales nous éclairent sur la réponse à donner à cette offensive, pour nous réapproprier la lutte contre les VSS. D'une part, l'approche anticarcérale contourne le triptyque police/justice/prison, pour inventer des espaces d'auto-défense et de justice alternatifs, échappant aux logiques racistes de l'État. D'autre part, la requalification des VSS comme outil de terreur et de coercition privilégié du néolibéralisme dans l'exploitation des femmes précaires et racisées, que ce soit dans l'économie domestique des pays du Nord ou dans les zones franches des pays du Sud Global, appelant à une solidarité féministe internationale.

Contre la crise de la reproduction sociale: la grève féministe et l'abolition de la famille nucléaire

La phase actuelle du néolibéralisme se caractérise par une crise du care : le démantèlement de l'état social, associé à une privatisation des services publics précarise les espaces et les travailleuses de la reproduction sociale, indispensables au fonctionnement du capitalisme. Si le féminisme libéral tend à pousser cette dynamique jusqu'au bout, promouvant une externalisation et une libéralisation du travail reproductif pour permettre aux femmes des classes dominantes de désinvestir le travail productif, l'extrême droite s'infiltra dans cette contradiction avec un projet différent.

Sans remettre en question la destruction des services publics, celle-ci défend une recentralisation du travail reproductif au sein de la famille nucléaire hétérosexuelle. Ce mouvement permet une re-naturalisation de la binarité de genre par le processus de division genrée du travail et la réification de la famille comme lieu de reproduction de la classe sociale et de la race blanche. En témoignent les attaques systématiques envers toutes formes d'existence venant menacer ce projet, notamment le redoublement de violence envers les personnes trans.

L'outil de la grève féministe permet d'adresser la crise de la reproduction sociale et d'offrir des perspectives opérationnelles de lutte contre l'extrême droite. Il permet d'étendre et de décloisonner des espaces stratégiques de lutte, à l'intersection entre le travail productif et reproductif. Il permet de se réapproprier les moyens de reproduction en permettant une auto-organisation des travailleuses du care salariées et non salariées qui déborde les cadres habituels des lieux de travail et de la famille nucléaire.

De cette mise en commun d'expériences et de luttes naît une autre manière de faire famille qui refuse l'assignation des êtres humains à la binarité de genre nécessaire à la subordination du travail reproductif pour le collectiviser et en généraliser l'expérience, créant un espace de résistance au néolibéralisme.

Seule cette stratégie féministe révolutionnaire, capable de dépasser les contradictions du capitalisme néolibéral et de l'extrême droite, est porteuse d'espoir.

Gaara



Manifestation
du 8 mars 2025
à Genève

Eric Roset

6 06
2025

14 JUIN 2025: LES FÉMINISTES NEUCHÂTELOISES INNOVENT!

Cette année, c'est à La Chaux-de-Fonds qu'aura lieu la grande manifestation pour l'égalité. La vraie, l'inclusive, celle pour laquelle nous nous battons depuis plus de 50 ans déjà.

Cette fois, nous marcherons au rythme des plus lentes d'entre nous. Notre colère, notre détermination de ne rien lâcher, n'en seront que plus audibles et visibles. Pour rappeler l'importance de toutes les revendications féministes,

aussi celles qui concernent les personnes les plus vulnérables, le cortège s'ouvrira avec des personnes à mobilité réduite, des personnes âgées, malades ou qui souffrent d'un handicap; viendront ensuite les poussettes et les enfants avec

leurs parents; les solos et les jeunes animeront la fin du cortège.

Ensemble nous prendrons le temps qu'il faut pour dénoncer le fait que - 44 ans après l'inscription dans la Constitution suisse (1981) du droit à l'égalité entre femmes et hommes - les inégalités, y compris salariales, persistent. Nous expliquerons pourquoi les féministes continuent à s'organiser - et même de mieux en mieux - au sein du collectif neuchâtelois pour la grève féministe, coordonné au niveau romand, national et international.

Du 13 au 15 juin, une délégation neuchâteloise participera en

parallèle aux tables rondes et aux manifestations organisées à Marseille dans le cadre de la 6^e action planétaire de la MMF. Partout dans le monde les féministes se lèvent et marchent contre le capitalisme et les guerres, contre les féminicides et les violences basées sur le genre, pour la souveraineté alimentaire et le *buen vivir*! Nous y reviendrons. **ME**

Féministes de tout le canton, venez samedi 14 juin à 14 h à la gare de La Chaux-de-Fonds avec vos pancartes, vos sifflets, vos chants et vos slogans.

tous les moyens pour une société plus juste.

Les temps de formation collective de notre Université de printemps ont impliqué des intervant·exs provenant de différents collectifs, partis et organisations : Uniterre, la Communauté genevoise d'action syndicale, Marad, Unia, l'Union Juive Française pour la Paix, le NPA (France), la Grève Féministe, les Soulèvements de la Terre (France), les Grondements des Terres, la Gauche écosociale (France), Solidarité et Ecologie, Anticapitalitas (État espagnol), le Mouvement pour le socialisme (MPS), Contre-Attaque et Autonomie, RageKit, etc... Cette diversité reflète évidemment les multiples luttes qu'investissent les militant·exs de solidaritéS, mais représente également la nécessité d'un front commun large pour défendre collectivement un projet social vecteur d'émancipation pour touxtes.

Telle fut justement la conclusion du weekend, élaborée au terme de la dernière plénière de cette Université de printemps. Après une présentation de camarades de différentes sections de solidaritéS, de Fribourg Anticapitaliste et du MPS, ce dernier temps d'échange a permis de rappeler les orientations politiques de notre mouvement, tant au niveau cantonal que national et international, ainsi que nos différentes stratégies pour tenter d'être présent·exs de la rue aux parlements. Ce week-end aura de ce fait démontré l'importance de créer des liens forts entre camarades, sections, organisations et collectifs pour porter ensemble, renforcer et enrichir nos luttes anticapitalistes, écologistes, queer et féministes, antiracistes, antifascistes ou encore antispécistes.

Groupe d'organisation de l'université de printemps



Le titre de la plénière du vendredi était «Luttes anti-impérialistes face au nouveau désordre mondial».

L'ÉMANCIPATION PAR LA FORMATION: BILAN D'UNE UNIVERSITÉ RÉUSSIE!

C'est à Torgon, en Valais, que s'est déroulée l'Université de printemps de solidaritéS, du 16 au 18 mai dernier. Au programme : trois jours de formations avec plus d'une quinzaine d'ateliers et trois plénières, dans une ambiance chaleureuse et festive. Un moment précieux et nécessaire pour reprendre son souffle dans un contexte mondial qui se caractérise par un capitalisme toujours plus mortifère accompagné d'une montée en puissance des forces réactionnaires.

Plus de 140 militant·exs ont répondu à l'appel sur l'entièreté du weekend, participant ainsi activement à la réussite de cette Université de printemps. Cette édition est marquée par un fort renouvellement générationnel, avec une

moyenne d'âge avoisinant les 30 ans : près des deux tiers des participant·exs étaient membres de solidaritéS, tandis que le dernier tiers regroupait aussi bien des sympathisant·exs non-encarté·exs que des camarades d'autres organi-

sations politiques, avec lesquelles nous avons l'habitude et le plaisir de collaborer.

Nous étions ainsi touxtes rassemblé·exs à Torgon par la conviction de la nécessité de se former et de s'engager pour lutter par

DES ATTAQUES AU DROIT À L'ENFANCE DES PLUS VULNÉRABLES

Les coupes budgétaires de la DGEO mettent en péril l'accompagnement des enfants en situation de handicap et isolent leurs familles! Face à ces attaques, les institutions spécialisées du canton bataillent pour des conditions de travail dignes et les familles luttent pour le droit de leurs enfants à une éducation à la hauteur de leurs besoins!



Figurine réalisée dans un atelier de la Fondation Perceval

Dans le Canton de Vaud, les enfants en situation complexe sont orienté·es par la Direction générale de l'enseignement obligatoire et de la pédagogie spécialisée (DGEO) au sein d'institutions spécialisées comme le Foyer à Lausanne ou la Fondation Perceval à St-Prex. Ces lieux permettent de leur offrir une expertise et un suivi adapté à leurs besoins et pour la construction de leur avenir en dehors des écoles classiques. Toutefois, l'accompagnement sensible de ces élèves nécessite des ressources qui sont aujourd'hui menacées...

Après les récentes attaques austéritaires imposées par le Conseil d'État, la DGEO entend

couper les effectifs de ces écoles de 25 % et limiter ses financements aux prestations scolaires. Ces mesures touchent directement les institutions spécialisées. Constatant l'échec des négociations avec la DGEO, la direction du Foyer avait annoncé la fermeture de l'école à la rentrée scolaire prochaine. Cette décision risque de fragiliser le bien-être des élèves et de leurs familles, contraints de trouver une nouvelle école, et met en péril l'accompagnement adéquat des enfants.

Les familles résistent!

Le printemps dernier, face à ces attaques frontales contre la pédagogie spécialisée, les

familles ont déposé une pétition et se sont mobilisées pour défendre le Foyer. Après des semaines de bataille, elles ont réussi à maintenir l'école, mais la victoire est en demi-teinte, car les éducateur·ices sont contraint·es de faire davantage avec moins de moyens, révélant l'indifférence de la DGEO et du Conseiller d'État, Frédéric Borloz, à l'égard des besoins et des revendications des familles. La fondation Perceval de son côté poursuit coûte que coûte les négociations afin d'éviter le sevrage.

solidaritéS Vaud apporte tout son soutien aux familles en lutte pour des meilleures conditions d'existence et d'éducation pour leurs enfants en situation de handicap ! L'offensive austéritaire et l'initiative patronale pour une réduction de 12 % des impôts sont des attaques cyniques et destructrices contre les enfants et les personnes les plus vulnérables du canton. Luttons contre leur projet de société nauséabond, et pour une alternative sociale, solidaire, inclusive et adaptée aux besoins de toutes et tous !

Henri Mayer Ph. K.

Genève Monde du travail

LA DROITE INSISTE, ON RÉSISTE!

Les attaques anti-sociales de la droite continuent à Genève, dont les premières cibles sont les travailleur·sexs précaires. Aux côtés d'autres organisations du mouvement social, solidaritéS mène la contre-offensive.

Malgré les victoires en chaîne pour la gauche à Genève depuis deux ans et les revers de début de législature pour le Grand Conseil (victoires pour les locataires, pour les salaires des éducateur·ice·s des crèches, pour une école de qualité, contre la baisse d'impôts massive profitant à quelques actionnaires, contre la hausse des tarifs des transports publics, etc.), la droite continue d'essayer de passer en force son agenda de dégradation des services publics, de dérègle-

mentation et de cadeaux fiscaux aux plus riches.

Après le carton plein de solidaritéS aux dernières votations genevoises du 18 mai, où nous nous sommes notamment opposé·exs avec succès à l'initiative « J'y vis, j'y paie » et son contre-projet qui prévoyaient un transfert massif d'argent des communes populaires très peuplées (Ville de Genève, Vernier, Lancy, Meyrin, etc.) vers les communes les plus riches (Cologny, Vandoeuvre,...), voici maintenant que la droite revient avec un de ses vieux projets, l'extension des horaires d'ouverture des magasins.

Signez le référendum!

solidaritéS lance donc aux côtés des syndicats et des autres forces politiques un référendum contre l'ouverture des magasins deux dimanches par année sans l'obligation d'avoir une convention collective de travail. Une attaque contre les droits des travailleur·eu·sexs qui ne bénéficiera qu'aux

grandes enseignes plutôt qu'aux petits commerces, et sur laquelle les votant·exs se sont déjà prononcé·exs plusieurs fois, refusant encore en 2021 l'ouverture des magasins trois dimanches par année et tous les samedis jusqu'à 19 h.

L'offensive anti-sociale et anti-démocratique de la droite continue aussi avec sa volonté d'affaiblir le salaire minimum, grande victoire de la gauche obtenue à plus de 58 % en 2020, tant au niveau fédéral en voulant faire privilégier les conventions collectives qu'à l'échelle cantonale, avec le projet de loi qui vise à affranchir les jobs d'être du salaire minimum.

La droite essaie par tous les moyens de nous diviser en ciblant à chaque fois des groupes spécifiques de la population. Ne nous laissons pas faire et continuons à construire des fronts larges. La solidarité est notre force.

Teo Frei

ABATTRE LE MUR PATRONAL

Pression sur les prix et les délais, manque de personnel, culture du travail gratuit, les travailleur·ses du génie civil et de la maçonnerie veulent des améliorations concrètes dans le cadre du renouvellement de la Convention collective du secteur principal de la construction.



Plus de 10 000 maçons ont manifesté à Zurich et à Lausanne le 17 mai 2025 pour faire entendre leurs revendications concernant la nouvelle convention nationale

Le 17 mai 2025, deux grandes manifestations se sont tenues à Zurich et à Lausanne dans le cadre de la campagne syndicale pour le renouvellement de la convention collective du secteur principal de la construction. 10 000 manifestant·es ont participé à cette mobilisation nationale de la branche.

Les trois dernières années ont été marquées par des tensions importantes sur le temps de travail, les frais professionnels et le montant des rémunérations salariales.

Dégénération continue du cadre de travail

En sus, les débats dans les régions romandes ont été marqués par les nouvelles conditions climatiques estivales en lien avec le dérèglement climatique et les chaleurs importantes qui mettent régulièrement en danger les travailleur·ses de la construction. Ce contexte est exacerbé par le manque de personnel qualifié chronique que connaît la branche avec des estimations qui oscillent entre 10 et 15 %.

La pression des mandataires pour les délais de livraison des ouvrages privés ou publics crée au quotidien un cadre de travail anxiogène pour les travailleur·ses et les chef·fes d'équipe. Cette pression sur la temporalité et les prix se reporte sur les ouvrier·es, soumis·es à des calendriers de travail aux cadences soutenues, accompagnées de travail de nuit et durant les week-end, avec comme conséquences des effets délétères sur la santé des travailleur·ses sur le long terme.

La difficulté à recruter pour les places d'apprentissages et la baisse importante des CFC délivrés sont des exemples criants de cette situation. L'activité dans la maçonnerie est de moins en moins attractive, le système du temps de travail, les contraintes physiques, la conciliation vie privée/professionnelle et les salaires en sont certainement les causes essentielles.

Dans le cadre de ce renouvellement, dont sera absente la question de la retraite anticipée qui a été réglée l'année dernière pour une période de 10 ans, le syndicat Unia a sondé, dans une campagne de terrain en 2024, les travailleur·ses sur des nouveaux modèles de temps de travail et sur les heures fournies à titre gracieux aux employeurs : temps de changement d'habits, chargement du matériel de chantier dans le véhicule, temps de déplacement (30 minutes journalières à charge de l'employé par jour dans la convention actuelle), etc.

Les assemblées régionales syndicales de branche qui se sont tenues dans l'ensemble des sections ont conduit à l'établissement d'un cahier de revendications offensif : le paiement de la pause du quart d'heure matinale, le paiement de l'intégralité des temps de déplacement sans déduction forfaitaire, un nouveau modèle de temps de travail avec lissage des heures annuelles (moins d'amplitude dans les heures été/hiver), la moitié des heures supplémentaires au choix du travailleur (heures restituées en congé/heures payées avec supplément) et des augmentations de salaire conséquentes après de multiples années sans résultat de négociations salariales entre le patronat et les syndicats de la branche.

La Société Suisse des Entrepreneurs s'est cantonnée pour l'instant à de vagues déclarations sur les augmentations volontaires consenties par les employeurs et la nécessité d'assouplir le temps de travail autant par le montant des heures annuelles à effectuer que par l'amplitude des heures variables maximum autorisées à l'employeur (80 ou 100 heures selon le modèle choisi).

Probable vide conventionnel ? Et après ?

Les négociations ne débutant que tardivement au mois de juillet de cette année suite aux volontés attentistes du patronat, il y a fort à parier que les négociations ne conduiront pas à un résultat rapide et acceptable pour les travailleur·ses. Sans résultat avant le 31 décembre 2025, un vide conventionnel serait ouvert dans la branche avec les conséquences très directes du retour au Code des Obligations pour l'ensemble des travailleur·ses dans la branche après quelques mois d'attente. La pudeur patronale est un sentiment fugace.

Dès le deuxième semestre, des journées de protestation seront organisées dans toute la Suisse. Ces mobilisations sont nécessaires afin d'offrir des conditions de travail plus dignes, de faire cesser ce mantra délétère du patronat à une flexibilisation toujours plus extrême du travail et d'obliger les entrepreneurs aux carnets de commande pleins à un « partage » plus équitable des plus-values et bénéfices confortables amassés par l'ensemble des sociétés de la construction. Les résultats dans cette branche auront un impact significatif dans les futures négociations, difficiles, pour d'autres conventions collectives.

Edy Zihlmann syndicaliste

LA SUISSE ET LE PACTE ANTI-ASILE DE L'EUROPE

En mai 2024, l'Union européenne adoptait un nouveau pacte européen sur la migration et l'asile, après des années de négociations. Son objectif: réorganiser les demandes d'asile sur le continent en contrôlant et en enfermant. Il sera débattu au parlement suisse lors de la session d'été.

Le pacte européen sur la migration et l'asile fait suite au constat d'échec du système actuel. Le règlement Dublin, qui prétendait réguler la répartition des demandes d'asile entre les pays, ne remplit pas son rôle. Il est insatisfaisant à la fois du point de vue des gouvernements que de celui des personnes concernées ou du respect de leurs droits fondamentaux.

Enfermer et contrôler encore davantage

Le nouveau pacte sera applicable à partir de 2026. Il vise à durcir le contrôle de l'immigration en Europe : détention à toutes les étapes du parcours migratoire (dans et en bordure d'Europe), facilitation des renvois – y compris pour les mineur·es – procédures accélérées aux frontières, etc.

Ce plan généralise la concentration des personnes dans des camps, sur le modèle expérimenté depuis 2015 en Grèce

et en Italie... et depuis 2019 en Suisse dans les Centres fédéraux d'asile ! L'application de procédures expéditives en vue de bloquer les personnes aux portes de l'Europe forteresse signifiera évidemment nombre de violations des droits humains.

Pour la Suisse, ce pacte anti-asile représente une facilitation d'application du règlement Dublin, grâce auquel elle se débarrasse des demandeur·ses d'asile sans même examiner leur besoin de protection. Plusieurs délais seront adaptés au détriment des réfugié·es et même les mineur·es non accompagné·es seront menacé·es de renvoi.

Un pseudo mécanisme de « solidarité »

Ce pacte représente un grand risque d'effondrement si les pays européens ne jouent pas le jeu. Les pays en bordure d'Europe étant bien plus soumis à pression que les autres, un mécanisme ironi-

quement nommé de « solidarité » a été prévu. Dans son message relatif au pacte, le Conseil fédéral a proposé que la Suisse y participe « volontairement ». Sinon, elle pourra toujours choisir de verser de l'argent à l'Union Européenne pour se dispenser de la prise en charge des personnes...

Le gouvernement suisse n'envisage cependant pas de reprendre le seul élément du pacte qui représenterait une amélioration pour les réfugié·es : transformer le permis F (admission provisoire) en une version européenne qui donne de meilleurs droits aux personnes.

Si le Conseil fédéral a déjà donné son avis, reste le passage dans les Chambres (au cours du mois de juin). Du côté des mouvements pour le droit d'asile, la riposte est déjà dans l'air sachant que, quelle que soit la décision finale, le droit d'asile que nous exigeons n'a rien à voir avec le contenu de ce pacte.

Aude Martenot ■

Action devant le Service de la population de Lausanne, contre les expulsions forcées, 4 avril 2025



ENRAYER LE REJET EUROPÉEN DES PERSONNES EXILÉES

Un petit ouvrage pour défendre une vaste cause. En quelques pages, Claude Calame, professeur honoraire à l'Unil, brosse un tableau actuel de la situation migratoire en Europe, des conséquences de ses lois d'asile et de la migration sur les personnes concernées, des raisons de cette déshumanisation et plus généralement des inégalités profondes qui affectent les pays du Sud global au profit de ceux du Nord.

Constatant le déni d'humanité qui frappe l'Europe (Suisse inclue) au point de laisser périr, en dix ans seulement, près de 30 000 personnes venues chercher refuge en Europe, l'auteur décortique les causes de cette délinquance. Les États et la classe politique sont coupables de ce crime contre l'humanité nous dit-il, avant de désigner leur outil policier privilégié : l'agence de gestion des frontières européennes Frontex.

Puis, analysant le nouveau pacte migratoire européen en gestation, il peint le tableau des prochaines années : fermeture accrue des frontières à grands renforts de barrières, murs et barbelés, de camps d'enfermement en vue d'un tri drastique, d'externalisation dans les pays limitrophes et de déploiements policiers mortifères. Accélérer les procédures et renvoyer autant que possible : un modèle qui ressemble furieusement à la nouvelle politique d'asile suisse...

La solidarité n'est pas absente du récit : sans les centaines d'associations et de personnes mobilisées pour défendre les droits des personnes migrantes et répondre tant que possible à leurs besoins, la négation des identités serait bien plus grande encore. La résistance est là, avec une réponse humanitaire et politique adaptée, rappelant qu'une humanité existe et montrant la voie.

AM

Claude Calame,
Déni d'humanité,
éd. du Croquant,
2024





Vue de l'occupation, avril 1975

Bruno Bollinger / Archives AEHMO

ABRÉVIATIONS

NWA	Nordwestschweizer Aktionskomitee gegen Atomkraftwerke/Comité d'action de la Suisse du Nord-ouest contre les centrales nucléaires. Bras juridique et quelquefois politique du mouvement, réunissant des notables (conseillers nationaux, professeurs d'université, etc.). Surnommé le « club des cravates » par les occupant·es.
GAK	Gewaltfreie Aktion Kaiseraugst/Action non violente Kaiseraugst. Actrice principale de l'occupation du terrain de Kaiseraugst.
GAGAK	Gewaltfrei Aktion gegen das Atomkraftwerk Kaiseraugst/Action non violente contre la centrale nucléaire de Kaiseraugst. Scission de gauche de la GAK après l'arrêt de l'occupation. Sera à l'origine de la mobilisation contre la centrale de Gösgen.
LdU/AdI	Landesring der Unabhängigen/Alliance des indépendants. Parti politique lancé par Gottlieb Duttweiler, le fondateur de la Migros, sur une ligne qui préfigure le social-libéralisme.
POCH	Organisations progressistes de Suisse. Issu de Mai 68, ce mouvement « marxiste-léniniste » s'oriente en fonction d'une « ligne générale révolutionnaire », qui reconnaît une structuration du monde en deux camps, le deuxième camp, celui de l'Union soviétique et de ses alliés, regroupant aussi l'aile gauche du mouvement des non-alignés. Les POCH soutiendront l'intervention de l'URSS en Tchécoslovaquie. Plus sensibles aux dynamiques des mouvements sociaux, les POCH supplanteront le Parti du Travail dans les mobilisations de ces années-là. Elles n'arriveront jamais à s'implanter en Suisse romande.
LMR	Ligue marxiste révolutionnaire, section suisse de la IV ^e Internationale fondée par Léon Trotsky.

Nucléaire **Écologie** **National** **Histoire**

IL Y A 50 ANS, L'OCCUPATION DU SITE DE KAISERAUGST

Pour l'un de ses acteurs, le très modéré Hansjürg Weder, alors président de la NWA et député au Grand Conseil bâlois (LdU/AdI), « ce conflit est, après la grève générale de 1918, l'un des événements les plus marquants de l'histoire de la Suisse de la fin du 20^e siècle. ». Les historien·nes s'accordent généralement à considérer cette occupation comme l'acte de naissance de l'éologie politique au niveau national.

À la fin de l'occupation du site de la future centrale nucléaire de Kaiseraugst, il y a un échec : celui de la résistance légaliste au projet, entamée dans les années 60 et sanctionnée par la décision du Tribunal fédéral en juillet 1973 de rejeter le recours des trois communes contre l'autorisation de construction. Mais le travail d'explication et de sensibilisation menée par la NWA (au travers de séances d'information, d'actions parlementaires, de conférence de presse, etc.) aura néanmoins prépa-

ré le terrain. Dans les rangs des anti-nucléaires, l'abattement succède à la décision de justice.

Paradoxalement, l'élection du social-démocrate soleurois Willi Ritschard au Conseil fédéral, qui prend en main le Département de l'énergie – en remplacement du conservateur chrétien social valaisan Roger Bonvin, peu apprécié dans la région – relancera un peu l'espoir. Paradoxalement, car Ritschard est un pronucléaire.

À Bâle, puis à Kaiseraugst, des mobilisations de plusieurs

milliers de personnes montrent qu'un potentiel de mobilisation continue d'exister.

Un mouvement hétérogène, mais uni par la lutte

Après quelques tâtonnements et vérifications du bon accueil de la décision d'occupation, celle-ci commence le 1^{er} avril 1975. Il faut comprendre qu'il s'agit d'un pas rarement franchi dans l'histoire de l'après-guerre du consensus helvétique. L'acte, en effet, est illégal, mais revendiqué publiquement.

Cette entrée dans l'illégalité d'un mouvement qui deviendra massif poussera constamment une partie des opposant·es au projet de centrale, en particulier du côté des notabilités politiques, à chercher à en sortir au plus vite. Ce seront les partisan·nes d'une occupation « symbolique », donc à terminer au plus vite.

Malgré cette pression, le mouvement tiendra bon, et ceci en grande partie grâce à l'action résolue de l'extrême gauche (POCH, LMR, indépendant·es). L'historien de l'occupation de Kaiseraugst, David Häni, reconnaît le rôle significatif de ces militant·es dans le mouvement : « leur radicalité, leur courage et leur ténacité dans la voie de la désobéissance civile ont donné à la résistance la force de frappe nécessaire. Lors de l'occupation du chantier, la détermination de ses acteurs, jeunes pour la plupart, a été extrêmement importante. »

Mais cet apport de la gauche radicale ne fonctionne que dans la mesure où la démocratie de base qui irrigue le mouvement est respectée et que son unité est maintenue. Car le mouvement est hétérogène, voire hétéroclite. Comme la liste des orateurs de la première manifestation : un membre du Parti du Travail, deux du PS, un du Parti ➤

populaire évangélique (droite conservatrice) et un de l’Action nationale (xénophobe, l’Action nationale sera finalement exclue du mouvement, pour avoir tenté de l’utiliser à des fins électorales).

De même, les soutiens du mouvement peuvent avoir des motifs très divers. Pour les demi-cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne, le fait que l’Argovie puisse agir souverainement à proximité de leurs populations respectives a joué ; des communes estimaient quant à elles qu’il était injuste que la manne financière tombe dans les poches de Kaiseraugst seulement. Il serait donc faux de considérer que, dès le départ, le soutien populaire se faisait sur une base très consciente d’opposition au nucléaire dans son principe. C’est bien l’occupation, les débats dans les médias qu’elle occasionnera et le travail de sensibilisation mené par la GAK, qui amèneront une radicalisation en direction d’un rejet du nucléaire.

Les oppositions, voire les affrontements, qui peuvent survenir lors des assemblées générales (AG) – qui, pour tou·tes les occupant·es, constituent l’organe suprême – entre les « mous » et les « durs » sont non seulement logiques, mais aussi normales. Tout mouvement de masse connaît des oppositions stratégiques et tactiques. Elles finiront par donner naissance, après l’occupation, au regroupement de l’aile la plus combative dans la GAGAK.

Il est fort possible que la manière d’aborder ces questions par la gauche radicale ait été trop principielle, opposant frontalement action directe et démarches institutionnelles. Rétrospectivement, André Froidevaux, secrétaire politique de la LMR et l’une des personnes responsables de la direction des AG du mouvement, regrettera de ne pas avoir participé à la délégation qui a rencontré celle du Conseil fédéral, ainsi que d’avoir confié l’initiative populaire « Atomschutzinitiative » (surnom raccourci et populaire de l’initiative « Sauvegarde des droits populaires et de la sécurité lors de la construction et de l’exploitation d’installations atomiques ») aux seul·es modéré·es du GAK et de la NWA. En leur laissant ainsi une partie de la légitimité conquise par l’action directe.

Une ZAD avant l’heure

Aujourd’hui, alors que la notion de « zone à défendre » (ZAD) est entrée dans le dictionnaire, les images (en noir et blanc) de l’occupation du site n’étonnent plus. Ni ses principes d’auto-organisation et de démocratie de base. Selon le troubadour de l’occupation, le chanteur Ernst Born, l’ambiance à Kaiseraugst tenait tout à la fois de la fête populaire, du camp de scout et de Woodstock. Les tentes du départ avaient rapidement été remplacées par des constructions plus solides, protégeant mieux du froid, de la neige et de la pluie.

Profitant des expériences plus avancées des occupations des sites de Wyhl

(Bade-Wurtemberg) et Marckolsheim (Alsace), dont des représentant·es seront régulièrement présent·es, un réseau de soutien se met en place. D’abord, dans la région, ensuite, au-delà. Du Pays de Bade à Lausanne, une quarantaine de collectifs citoyens (Bürgerinitiative) se forment, à l’exemple du Casak (Comité antinucléaire de soutien à Kaiseraugst) vaudois, présent à Lausanne et à Yverdon. Ces collectifs apportent non seulement leur appui, mais mènent aussi toute une campagne d’explications sur le nucléaire, son fonctionnement et ses risques. L’écologie politique commence ainsi à prendre pied parmi la population.

Par ailleurs, la GAK organise un réseau d’alerte téléphonique, permettant d’amener rapidement sur le terrain des milliers de personnes. Sa seule existence refroidira les ardeurs des partisans d’une intervention policière. Si les femmes sont clairement sous-représentées dans l’occupation elle-même et plus encore dans son encadrement, l’influence du mouvement féministe naissant se fait toutefois sentir : un groupe femme sera formé et une maison des femmes installée, avec une crèche et un théâtre pour enfant.

Le bilan: verre plein ou verre vide ?

Par elle-même, l’occupation n’a pas mis fin au projet de centrale nucléaire; elle a toutefois créé une situation politique de fait qui le rendait très difficilement réalisable par la suite. Même l’UDC Christophe Blocher finira par en convenir. Bien sûr, entretemps, la crise économique des années septante, les accidents de Three Mile Island et de Tchernobyl contribueront aussi à l’abandon d’une partie du programme nucléaire.

Sur les dix centrales prévues, cinq seront construites (Beznau I et II, Mühleberg, Gösgen et Leibstadt), cinq seront abandonnées (Graben, Kaiseraugst, Inwil, Rüthi et Verbois).

Sans se tromper, on peut affirmer que, sans l’occupation de Kaiseraugst, le résultat aurait été bien pire. D’autant plus qu’après celle-ci, les promoteurs se ressaisiront : la répression violente et dangereuse de la manifestation contre la mise en route de la centrale de Gösgen signale clairement un changement de ton des autorités. Comme le dira Leo Scherer, alors membre de la LMR : « *Le pouvoir qui se cachait derrière le lobby nucléaire était pour la première fois physiquement perceptible en ces jours* ».

Si donc l’occupation de Kaiseraugst ne fut pas l’annonce d’une épiphanie révolutionnaire, elle n’installa pas moins durablement dans le paysage politique suisse la notion de rapport de force et l’utilité de l’action directe. Leçons que certain·es héritier·ères de Kaiseraugst, toujours englué·es dans la participation gouvernementale, semblent avoir oubliées un peu rapidement.

Daniel Süri

BRÈVE CHRONOLOGIE

1966	Des parlementaires du canton de Bâle-Ville dénoncent la concentration d’installations nucléaires dans la région du Bas et du Haut-Rhin (englobant donc l’Alsace et le Bade-Wurtemberg)
1970	Création de l’association NAK « Nordwestschweizer Aktionkomitee gegen das Atomkraftwerk Kaiseraugst » qui deviendra plus tard la NWA.
15 juin 1972	Dans une votation consultative, les citoyens de Kaiseraugst rejettent le nouveau projet de centrale nucléaire de Motor Columbus, remplaçant celui d’une centrale thermique au mazout.
26 juil. 1973	Le Tribunal fédéral se prononce négativement sur la plainte déposée par la NWA et les communes de Bâle, Kaiseraugst et Rheinfelden. Le tribunal se fonde sur la Loi sur l’énergie atomique de 1959.
Déc. 1973	En réponse à l’impasse institutionnelle, un groupe de jeunes socialistes (Juso), d’écologistes et de pacifistes fondent la GAK (Gewaltfreie Action Kaiseraugst). Durant les jours fériés, une poignée d’activistes mènent une occupation symbolique du site de construction.
Noël 1973	
24 mars	Début des travaux d’excavation du site par Motor Columbus
Automne 1974	4000 personnes se déclarent prêtes à participer à une occupation. Une première manifestation réunit 6000 participant·es sur le site. Motor Columbus stoppe les travaux.
1er avril 1975	Les travaux d’excavation ayant repris, le site de la future centrale est occupé. Le dimanche suivant, une manifestation rassemble 16 000 personnes. Les occupant·es avaient décidé de poursuivre leur action si 5000 personnes les soutenaient.
26 avril 1975	Manifestation massive (20 000 personnes) sur la Place fédérale, en solidarité avec l’occupation de Kaiseraugst.
14 juin 1975	3500 participant·es votent à la quasi-unanimité (une dizaine de voix contre) l’arrêt de l’occupation contre une promesse de discussion avec le Conseil fédéral et une suspension provisoire des travaux.
25 juil. 1977	2500 manifestant·es contre la mise en route de la centrale de Gösgen. La police anti-émeute mène un assaut à coup de gaz lacrymogène et tire des balles enrobées de caoutchouc. Coincée dans le passage sous-gare, une partie des manifestant·es s’échappe en courant sur les voies. Deux minutes plus tard, l’express Genève-Olten-Zurich passe à pleine vitesse.
29 mars 1979	Accident nucléaire de Three Miles Island (É.-U.). Le cœur d’une centrale nucléaire fond partiellement.
1979	Révision de la Loi sur l’énergie atomique.
28 oct. 1981	Le Conseil fédéral autorise le redémarrage des travaux à Kaiseraugst.
26 avril 1986	Catastrophe nucléaire de Tchernobyl.
Mars 1989	Les Chambres votent l’abandon du projet de Kaiseraugst. Ses promoteurs sont dédommagés à hauteur de 350 millions.

LES TOURNANTS INQUIÉTANTS DU NOUVEAU RÉGIME BURKINABÉ

Le Capitaine Ibrahim Traoré et sa junte dirigent le Burkina Faso depuis bientôt trois ans. Multipliant les prises de parole contre l'impérialisme, Traoré est rapidement devenu une figure importante, au cœur d'un renouveau panafricaniste. Au-delà du discours, certaines inquiétudes persistent dans ce pays dévasté par les attaques djihadistes, quand d'autres apparaissent face au tournant autoritaire de la révolution.

Depuis 2015, le Sahel fait face à des attaques terroristes islamistes causant une crise humanitaire majeure. Au Burkina Faso, outre la capitale Ouagadougou, tout le pays est soumis à des attaques terroristes régulières. Les derniers chiffres estiment 2 millions de déplacés sur 23 millions d'habitants et plus de 20 000 morts.

Le 30 septembre 2022, le Capitaine Ibrahim Traoré prend le pouvoir, soutenu par une junte militaire jugeant l'engagement dans la lutte antiterroriste trop faible. Porté par un soutien populaire indéniable, Ibrahim Traoré s'est présenté dès la prise du pouvoir comme un chef de guerre à même de rétablir la sécurité du pays. Il

affirme que sa présence à la tête du pays n'est qu'une affaire militaire de quelques mois. Pourtant, en mai 2024, les assises de la transition, tenues sans ses opposants, prolongent sa présence au pouvoir de cinq ans.

Ainsi, au-delà de la gestion de la guerre et des affaires courantes, le programme politique de la « Révolution progressiste populaire » se dessine petit à petit, axé sur l'autonomie, la réforme de la justice, de l'éducation et de la santé. Si Traoré se dresse contre l'impérialisme occidental, il noue des liens militaires avec la Turquie, la Corée du Nord et la Russie – régime impérialiste qui pourrait tirer profit de la déstabilisation du pays.

La disparition des contre-pouvoirs

Alors que le pays se caractérisait par un paysage médiatique dynamique, Ibrahim Traoré a rapidement étendu son contrôle sur l'information. Alors que les zones de conflit armé au Nord du pays sont devenues des déserts informationnels, de nombreux médias internationaux sont interdits sur le territoire. Les médias nationaux sont même interdits de rediffuser du contenu étranger. Nombre d'entre eux ont mis la clé sous la porte en 2024. La liberté d'expression individuelle est également menacée, car commenter ou partager des vidéos des attaques djihadistes est considéré comme

apologie du terrorisme. Prétextant l'état d'urgence et la présence de « traîtres à la patrie », le régime se permet d'enlever et d'enrôler de force les voix dissidentes. Ces dernières années, des personnalités médiatiques, syndicales, de défense des droits humains et des opposants politiques ont disparu. Certaines réapparaissent dans des vidéos sur le front, en tenue militaire.

En parallèle, des fake news inondent les réseaux sociaux, incriminant parfois à tort des employés d'ONG, traités d'espions. On trouve aussi IB avec Beyoncé, IB dans une usine locale de concentré de tomates ou la promotion de la première voiture électrique 100 % burkinabé. Plusieurs rapports d'ONG mettent en cause le rôle des ambassades russes et des agents liés au Kremlin dans ces campagnes de désinformation, qui brouillent la réalité des actions politiques de Traoré.

Un espoir anti-impérialiste ?

Le régime bénéficie d'un large soutien au sein du pays et de certains milieux progressistes en Afrique et Amérique Latine. Dans un monde marqué par le néocolonialisme, la figure d'Ibrahim Traoré est séduisante et suscite un espoir mobilisateur autour d'un projet plus que nécessaire. Pourtant, le Capitaine peine à mettre en œuvre une vraie politique de développement au profit des burkinabés, dans la ligne de celle mise en place par Thomas Sankara dans les années 1980. Celui-ci avait mobilisé largement la population dans des projets d'infrastructure, grâce à des comités populaires et démocratiques.

Aujourd'hui, la participation semble se limiter à l'effort de guerre au sein des « Volontaires pour la Défense de la Patrie » – où les opposants sont enrôlés de force. Protégé par le silence imposé aux médias et à l'opposition, son régime multiplie les effets d'annonce sans que les faits soient vérifiables. Ce que l'on sait, c'est que la guerre continue, les opposants sont enlevés et les médias bâillonnes, pendant que les burkinabés font face à l'inflation et l'insécurité. Au-delà du discours, on ne peut qualifier le programme politique porté par le régime d'anti-impérialiste tant les informations manquent. D'autant que les partenariats actuels mettent en doute sa capacité à libérer le Burkina Faso de l'impérialisme, la Russie pouvant occuper l'espace laissé vacant par l'Occident.

MM Timothé Chételat

Rencontre à Moscou entre Ibrahim Traoré (à droite) et Vladimir Poutine, 11 mai 2025



50 ANS DE COMBATS MILITAIRES ET POLITIQUES DU MOUVEMENT KURDE

Uraz Aydin fait partie des centaines « d'universitaires pour la paix » limogés pour avoir signé en 2016 une pétition contre les actes de violence de l'État envers le peuple kurde. Interdit de regagner son travail à l'université, il travaille aujourd'hui comme traducteur et journaliste freelance. Uraz Aydin est membre du Comité central du Parti Ouvrier de Turquie et du Bureau exécutif de la Quatrième Internationale. Entretien.

Lors de la création du PKK, quelles sont ses principales orientations ? Qu'est-ce qui le différencie des autres formations politiques de gauche ou nationalistes ?

Il faut d'abord insérer la fondation du PKK dans une conjoncture de politisation et de radicalisation. Les années soixante ont témoigné d'un développement du mouvement ouvrier et d'une radicalisation révolutionnaire, notamment au sein de la jeunesse. Mais ce fut aussi une décennie d'éveil de la conscience nationale kurde. Cette politisation nationale kurde s'est en grande partie réalisée au sein du Parti Ouvrier de Turquie (TİP) qui était le principal acteur politique du mouvement ouvrier de cette décennie.

C'est vers la fin des années soixante mais surtout après l'amnistie de 1974, quand les milliers de militant·es turcs et kurdes détenus depuis l'intervention militaire de 1971 furent relâchés, que les révolutionnaires kurdes ont commencé à fonder leurs propres organisations indépendantes. Le PKK a été fondé dans la foulée, mais relativement tard. Si l'histoire officielle de l'organisation fait remonter ses origines à 1973, ce n'est qu'en 1978 que le congrès de fondation a eu lieu. Auparavant, ce n'était qu'un noyau d'étudiant·es et majoritairement d'enseignant·es réunis autour de Abdullah Öcalan. Ces militant·es se nommaient les « Révolutionnaires du Kurdistan » mais étaient

surtout connu·es sous le nom de « Apocu » (les partisan·nes de Apo, diminutif de Abdullah). Ainsi, dès le début la personnalité de Öcalan avait un poids central.

Au niveau programmatique, rien de spécifique ne différait le PKK de la multitude d'autres organisations de gauche radicales kurdes qui prônaient la lutte armée pour un « *Kurdistan indépendant, uniifié, démocratique et socialiste* ». Mais en attendant, les armes étaient surtout utilisées soit en guise de défense contre les attaques de l'extrême droite fasciste des Loups Gris soit dans la guerre fratricide qui régnait au sein de la gauche révolutionnaire. Et le PKK était l'un des deux principaux groupes qui n'hésitaient pas à recourir aux armes contre d'autres groupes kurdes (et turcs) rivaux, bien qu'il n'était pas le seul sur ce terrain. Ainsi, avant le coup d'État [militaire de Kenan Evren] de 1980, le PKK était une organisation révolutionnaire kurde parmi d'autres.

Qu'est-ce qui justifie le déclenchement d'une stratégie de lutte armée contre l'Etat turc en 1984 ?

C'est après 1984 que le PKK commence à s'enraciner – surtout au sein de la population paysanne kurde. Öcalan sort de Turquie en 1979 lors de l'État d'urgence précédant le coup d'État. C'est un point décisif dans la construction de l'organisation. Il a ainsi eu le temps de nouer des contacts avec les groupes

de résistance palestiniens en Syrie et au Liban, de préparer les conditions d'exil pour ses militant·es ; des conditions qui seront aussi celles d'un véritable apprentissage militaire. Après le coup d'État de 1980, Apo appelle ainsi ses militant·es à regagner clandestinement la Syrie. Ils et elles seront formé·es dans les mêmes camps que les palestinien·es dans la vallée de Bekaa au Liban sous occupation syrienne. Certain·es participeront à la résistance contre l'invasion Israélienne du Liban de 1982. Le PKK y perdra plusieurs dizaines de membres, ce qui lui fera aussi gagner une certaine légitimité.

Le PKK a déclenché la lutte armée en aout 1984... parce qu'Öcalan considérait que son armée était désormais prête. La question du combat militaire comme méthode pour la libération du Kurdistan était justifiée non pas par les conditions ou rapports de force conjoncturels mais programmatiquement depuis 1978.

L'offensive contre l'État turc a été planifiée dès 1982 mais a été reportée plusieurs fois. De plus, Öcalan opérait maintenant au sein du Moyen Orient où les alliances et les adversités entre divers États et mouvements nationaux kurdes (d'Irak et d'Iran) constituaient un terrain fort mouvant. Ce contexte instable pesait aussi sur les conditions de la lutte. L'alliance nouée avec le groupe de Barzani, dominant en Irak du Nord – cou-

rant qu'il considérait auparavant comme féodal et réactionnaire – a, par exemple, été décisif pour construire ses camps dans les montagnes à la frontière de la Turquie et pouvoir ainsi lancer sa guérilla. Ainsi, tandis que tous les autres groupes kurdes et turcs tentaient simplement de préserver leurs forces en exil, en Syrie mais surtout en Europe, le PKK a été le seul à s'engager dans une véritable lutte armée. Et la légitimité qu'il gagna au fur et à mesure de ses offensives lui a permis de recruter continuellement, malgré les importantes pertes de combattant·es qu'il subissait sur le terrain.

40 ans plus tard, l'annonce de la dissolution n'apparaît-elle pas comme échec, sur les plans militaire et politique ?

Je pense que les objectifs militaires n'existaient déjà plus depuis plusieurs décennies. Si pour le Öcalan de la fondation du parti et des années 1980, tout objectif en deçà de l'indépendance (diverses formes d'autonomie, d'entités fédératives...) était réactionnaire, le leader du PKK a commencé à réviser ses idées dès le début des années 1990, notamment après la chute des dictatures bureaucratiques. Il aboutira à une critique de la forme d'État-nation. Öcalan avait déjà tenté des négociations en 1993. Après son arrestation en 1999, il a commencé à défendre une toute nouvelle orientation, à la grande



surprise des dirigeant·es et militant·es du PKK qui s'apprêtaient à intensifier la guerre et les actions suicides. Cette orientation visait à mettre fin à la lutte armée au profit d'un cessez-le-feu permanent pour ouvrir la voie à une solution politique.

Il renonçait donc à l'objectif stratégique d'un Kurdistan indépendant. Il s'en est suivi deux autres processus de négociation en 2007-2009 et 2013-2015, qui ont malheureusement échoué. Cependant la création de la zone autonome du Rojava en Syrie du nord-est doit aussi être interprétée dans ce cadre militaire et politique. L'existence d'une structure administrative liée au PKK à la frontière de la Turquie constitue un acquis important pour l'organisation – et contre l'État turc et vis-à-vis de son concurrent d'Irak du nord.

Et au niveau des acquis politiques, où en est-on aujourd'hui dans les nouveaux pourparlers ?

Il faudrait préciser que le mouvement kurde n'est pas seulement un mouvement armé. Le PKK a réussi à former un mouvement massif de plusieurs millions de personnes, avec diverses structures civiles qui se sont parfois développées avec des dynamiques autonomes, malgré l'autoritarisme de l'organisation. Aujourd'hui la base civile-démocratique semble beaucoup plus importante et effective dans son combat que la

structure armée au niveau des objectifs à atteindre pour le peuple kurde. Donc s'il y a certes des aspects à reprocher à cette organisation de par son fonctionnement autoritaire, son félichisme excessif du leader, les exécutions internes massives arbitraires (notamment au tournant des années 1980-1990), les attentats aveugles etc. Il faut reconnaître qu'elle a très fortement contribué à la consolidation d'une conscience nationale démocratique du peuple kurde. Et ça c'est déjà un acquis important.

Au niveau des négociations tout a commencé avec l'appel inattendu du leader d'extrême droite et principal allié d'Erdogan, Devlet Bahçeli, le 22 octobre 2024 à ce qu'Abdullah Öcalan vienne s'exprimer au parlement pour déclarer la fin de la lutte armée et la dissolution du PKK. Après une période de négociations fort opaques entre l'État turc et Öcalan avec la participation d'une délégation du DEM Parti (parti réformiste de gauche issu du mouvement kurde) et la direction du PKK, le fondateur de l'organisation, depuis sa prison sur l'île d'Imrali en mer Marmara a annoncé le 27 février 2025 à travers une lettre que le PKK devait se dissoudre.

Nous ne savons pas quels ont été les débats au sein de l'organisation. Il y avait déjà eu des tensions entre Apo et le Conseil présidentiel de l'organisation dans les négociations précé-

dentes. Donc il est difficile d'envisager que la direction du PKK ait été rapidement unanime face à ce processus déclaré si abruptement. La direction de l'organisation insiste pour que tout le processus soit dirigé par Öcalan, ce qui peut être perçu comme une volonté de ne pas en assumer directement la responsabilité.

Le désarmement du PKK constitue certes une base importante pour une démilitarisation de la question kurde, même si le régime d'Erdogan va indéniablement tenter de structurer ce processus selon ses intérêts et notamment pour briser l'alliance entre le mouvement kurde et l'opposition démocratique-bourgeoise dirigée par le CHP, criminalisée par le régime. Cependant nous ne savons toujours pas quelles vont être les avancées démocratiques dont les kurdes pourraient bénéficier face à la dissolution du PKK. Une commission parlementaire va probablement se former pour déterminer les mesures à prendre.

Celles-ci devraient comprendre dans une première étape, la libération des prisonnier·es politiques (lié·es au mouvement kurde), le retrait de la mise sous tutelle (kayyum) des municipalités kurdes et le retour des maires à leur fonction, la réintégration des « universitaires pour la paix » à leur travail et la possibilité pour Öcalan de diriger librement son mouvement, pouvoir communiquer avec l'exté-

rieur, recevoir des visites etc. Selon le mouvement kurde d'autres réformes plus structurelles devraient s'ensuivre, concernant le statut de leur identité et culture nationale au sein de la société turque, ce qui nécessiterait une nouvelle constitution. Ce qui ne va pas sans intéresser Erdogan qui projette justement de changer la constitution afin de pouvoir se représenter aux prochaines élections. S'agira-t-il donc d'une constitution qui garantit des droits aux kurdes en même temps qu'elle consolide le caractère autoritaire du régime ? La question est bien entendu source de controverses mais nous n'en sommes pas encore-là.

Un autre problème est l'ordre dans lequel les étapes vont se suivre. Est-ce que l'État va attendre que le dépôt des armes soit totalement réalisé pour appliquer les présumées réformes démocratiques ou les deux processus vont-ils se chevaucher ? Il semblerait qu'Erdogan opte pour la première – difficilement acceptable pour le PKK – alors que Bahçeli semble plus réaliste sur ce point.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, la gauche révolutionnaire et le mouvement oppositionnel démocratique mené par une jeunesse radicalisée qui a surgi ces derniers mois ont la responsabilité de s'emparer de ce processus, de se battre pour une démocratisation qui accompagne l'espérance de paix.

Propos recueillis par José Sanchez

COSMOVISIONS

Un livre qui vient de paraître nous propose de « dé-regarder » l'imagerie spatiale, pour en saisir les aspects coloniaux. Entretien avec son auteur Joël Vacheron.

Le début de ton livre est consacré aux premières photos de la terre prises depuis l'espace. Ces images ont amené à une prise de conscience écologique, mais pas seulement...

Les fameuses images *Earthrise* et *Blue Marble* [« Lever de Terre » et [« Bille bleue », prises lors de missions Apollo en 1968 et 1972] sont apparues dans une période où les premiers discours écologiques s'élaboraient. La diffusion de ces images a popularisé l'« effet de surplomb », un fort sentiment d'empathie avec la planète. Mais cette vision d'un système clos, auto-régulé, puis le développement des images satellitaires, a également entériné l'idée qu'une gestion technique allait pouvoir résoudre tous les problèmes auxquels l'humanité est confrontée – on parle aujourd'hui de technosolutionnisme.

Comme le sous-titre de ton livre le précise, ta recherche vise à faire apparaître, dans des sources variées, l'imaginaire colonial qui sous-tend l'exploration spatiale.

En effet, dans les discours gouvernementaux qui défendent l'exploration spatiale ou dans les

métaphores associées aux images, il y a beaucoup de références au colonialisme de peuplement, aux « grandes découvertes » et dans le cas étasunien, à la conquête de l'Ouest.

Récemment, Trump a décrit les États-Unis comme une nation conquérante, constituée de pionniers qui ont bravé l'inconnu, et destinée à explorer sans relâche de nouvelles frontières. Quand on sait ce que cet imaginaire a produit comme crimes dans l'histoire, on ne peut que s'interroger sur sa persistance dans les récits liés à l'exploration spatiale. Pour l'anthropologue Niiyokamigaabaw Deondre Smiles ces références placent la destruction des populations amérindiennes au cœur du programme spatial étasunien.

Je décris par exemple le programme qui a permis de prendre les premières photographies de la terre depuis l'espace extra-atmosphérique avec des appareils photos fixés sur des fusées V-2 nazies récupérées après la Seconde Guerre mondiale. Ces expériences ont eu lieu dans le désert du Nouveau-Mexique, un territoire historiquement parcouru

par les tribus Apache dont elles avaient été expulsées moins d'un siècle auparavant.

J'imagine que si tu avais terminé ton texte aujourd'hui, tu aurais inclus la virée spatiale de Katy Perry et de l'équipage féminin partiellement racisé, propulsé par la fusée de Blue Origin de l'entreprise du multimilliardaire Jeff Bezos ?

Je trouve que les critiques à ce coup marketing étaient souvent empreintes de misogynie. Mais dans le livre, j'évoque les images promotionnelles d'un concurrent de Bezos, l'entreprise Virgin Galactic. L'équipage de son deuxième vol était notamment composé de deux femmes noires qui ont gagné leur place grâce à un tirage au sort mis en place par un organisme qui vise à « étendre l'accès à l'espace à toute l'humanité ». Un tokénisme qui vise à faire apparaître comme socialement responsable une entreprise dont le produit est plutôt destiné aux hommes blancs riches...

Cependant, les réactions négatives reçues par ce vol tiennent peut-être aussi au fait que ce genre d'expédition apparaît désormais comme un peu anachronique. La

situation mondiale a brutalement changé en quelques mois et je pense qu'un même événement aurait été perçu comme très cool il y a peu.

Ce changement vient peut-être du fait que les orientations politiques de l'autre larron de cet imaginaire, Elon Musk, ont été plus médiatisées de par son accession au premier cercle du pouvoir politique ?

Ça fait un moment que je travaille sur ces questions et, même si cela a éclaté au grand jour récemment, les penchants totalitaires de Musk me sont apparus dès le début. D'ailleurs, je termine mon livre en faisant référence à Timnit Gebru et Emile P. Torres qui ont inventé la notion TESCREAL (l'acronyme de « transhumanisme, extropianisme, singularitarisme, cosmisme, rationalisme, altruisme efficace et long-termisme ») pour parler de cette religion posthumaniste, et vaguement occulte, de la Silicon Valley. La finalité de cette idéologie est très violente, car elle nécessite d'opérer une sélection au sein de l'humanité sur qui aura accès aux technologies et à leurs arches de Noé en cas d'apocalypse.

Ce qui est le plus inquiétant est que leurs propositions de sauvegarde, leur business-model en somme, nécessitent au moins la menace d'une troisième guerre mondiale ou d'un effondrement écologique. Plus le spectre du chaos augmente, plus leurs visions technologiques deviennent des solutions envisageables.

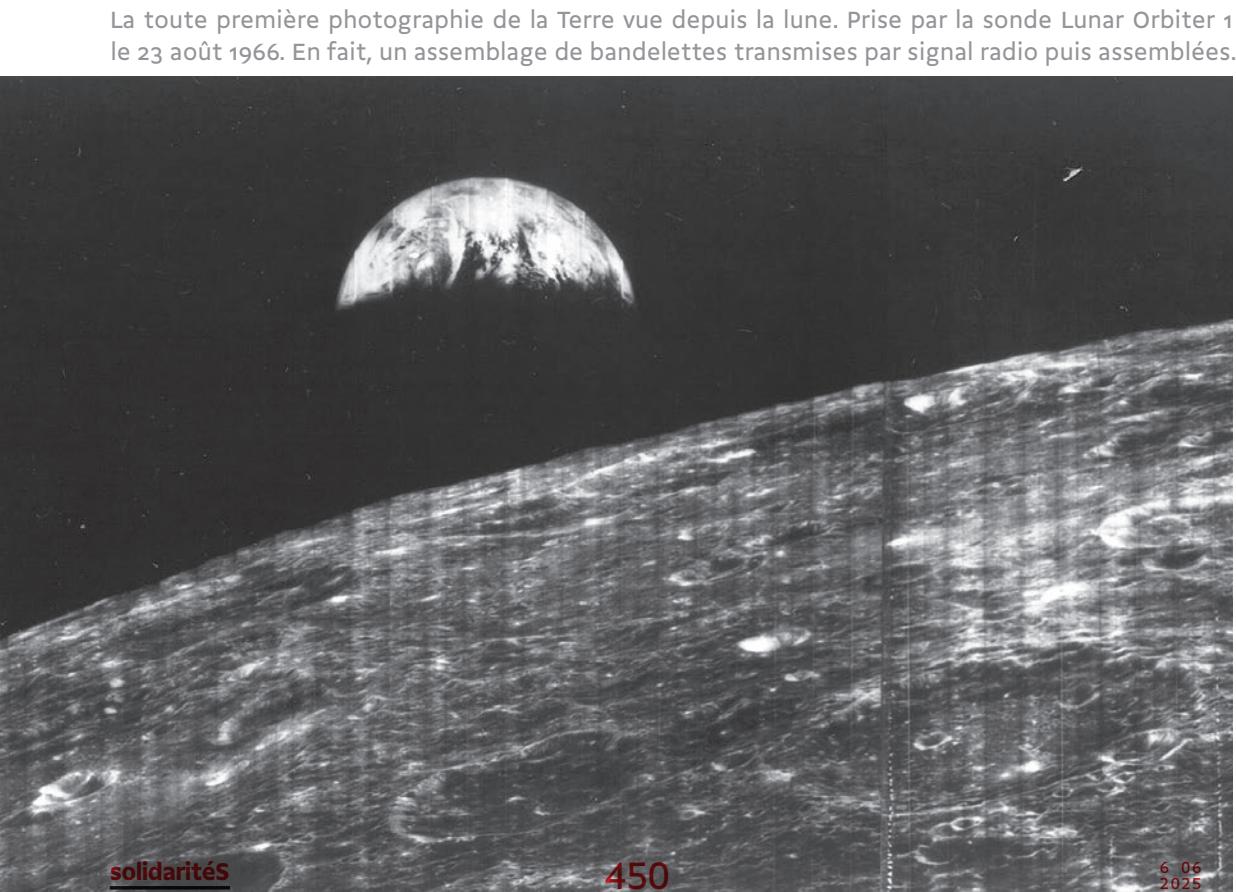
C'est très inquiétant...

Mais les choses peuvent changer assez vite. Par exemple, dans les années 1970, après les premiers succès du programme Apollo, le programme spatial étasunien n'avait plus du tout la cote. Le public s'en est désintéressé assez vite et le gouvernement avait donc plus de problème à justifier son financement.

Mais face aux récits dominants que je décris dans cette recherche, j'essaie aussi de valoriser des imaginaires spatiaux alternatifs. Le musicien Sun Ra par exemple, a développé une conception symbolique l'exploration affranchie de la colonialité.

Propos recueillis par Niels Wehrspann

Joël Vacheron,
Cosmovisions.
Une étude visuelle
des fondements
coloniaux de
l'exploration
spatiale, Genève,
MétisPresses, 2025





Tract de promotion de l'émission Radio Pleine Lune, diffusée un mercredi sur deux sur Radio Zones, 1984

une rencontre entre des militantes de *L'Insoumise*, journal du MLF genevois, et des féministes italiennes de Padoue qui leur transmettent leur premier émetteur radio.

Caisse de résonance pour la grande diversité des actions menées, notamment en ville de Genève au cours des « années mouvements », ces radios sont considérées par plusieurs des contributrices de l'ouvrage comme des espaces permettant de garantir la continuité des engagements féministes dans la période plus creuse des années 1980 – 1990; des structures de veille du mouvement. Elles connaissent, elles aussi, des processus d'institutionnalisation, de professionnalisation et de spécialisation, comme le montre notamment Géraldine Beck dans sa contribution qui revient sur les évolutions de différentes expériences radiophoniques féministes genevoises.

Féminisme Histoire À lire

PRENDRE LES ONDES POUR PRENDRE LA PAROLE

Les Archives contestataires viennent de publier un ouvrage collectif présentant et analysant différents cas d'appropriation féministes des ondes radiophoniques, du milieu des années 1970 à la fin des années 1990, en Suisse et dans d'autres contextes nationaux.

Nous ne nous tairons plus, pratiques féministes de la radio et leurs contextes (1975–2000) offre une plongée dans une période militante longue de près de trois décennies, qui se caractérise notamment par une importante transformation du mouvement féministe, au sein duquel la plupart des expériences radiophoniques exposées viennent s'insérer.

Pour chacun des cas présentés, les lecteur·ice·s sont invité·e·s à

prendre connaissance de certaines de ces archives, par le biais d'illustrations sonores (via un QR code) indiquées au début de chaque chapitre. Une manière de redonner une place à l'oralité dans l'écrit.

Des pratiques radio-phoniques par, pour et dans les luttes féministes

Les années 1970 se caractérisent, en Suisse comme ailleurs en Europe, par l'émergence et le ren-

forcement d'un mouvement féministe radical, organisé autour du mot d'ordre « *le privé est politique* » et qui se caractérise par des modes d'action comme l'occupation de bâtiment. Les années 1980, et peut-être plus encore la dernière décennie du 20^e siècle, sont quant à elles caractérisées par un triple mouvement d'institutionnalisation, de professionnalisation et de spécialisation de l'engagement féministe.

Les expériences radiophoniques féministes accompagnent, et sont le reflet, de ces transformations. L'émergence progressive de radios libres – dont ces fréquences militantes et féministes – au cours des années 1970, ouvre de nouvelles possibilités relatives à la diffusion des expériences et de la parole des femmes. Il ne s'agit plus de parler à la place des femmes, mais bien leur donner directement la parole, d'ouvrir des espaces où peut s'exprimer une réflexion féministe en construction, moins figée et tranchée que celle qui est formulée notamment dans les tracts de l'époque.

Ces radios sont par ailleurs des lieux où les militantes s'organisent entre femmes, de manière non-mixte, et développent des compétences techniques propres au médium radiophonique. Une manière d'ébranler les rapports de genre et la division genrée du travail qui caractérisent, hier comme aujourd'hui, les espaces militants. Elles sont également le reflet de la circulation transnationale des mots d'ordre mais aussi des pratiques et de la culture féministes des années 1970.

L'expérience genevoise d'appropriation des ondes radiophoniques trouverait ainsi son origine dans

Archiver le son pour transmettre la mémoire des luttes

Nous ne nous tairons plus est une contribution riche pour ceux qui s'intéressent à la diversité des engagements féministes de la seconde moitié du 20^e siècle. Elle propose une vision non-idéalisée de ces expériences, en soulignant les possibilités mais aussi les limites inhérentes au médium radiophonique comme outil de libération et de diffusion de la parole des femmes. Elle permet également d'insister sur la fragilité des conditions de transmission de ces mémoires.

Les archives sur lesquelles s'appuient plusieurs des chapitres proviennent en effet de cassettes enregistrées, conservées pendant de longues années dans des cartons au domicile de Viviane Gonik et Catherine Hess, deux figures militantes genevoises qui ont participé aux expérimentations féministes de cette période. Sans elles, et sans le travail entrepris par les Archives contestataires pour numériser et décrire ces 800 heures d'émission, l'histoire sonore des *Wellenhexen*, de *Radio Pleine Lune*, de l'émission *Ménage-toi* ou encore de *Radio canicule* aurait bien pu ne jamais nous parvenir.

Noémie Rentsch



Nous ne nous tairons plus, pratiques féministes de la radio et leurs contextes (1975–2000), Genève, Archives contestataires, 2025



Journal solidaritéS - Case postale 2089 - 1211 GENÈVE 2

JAB

CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

solidaritéS

450

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel. Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent. Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

**SOUTENEZ-
NOUS,
ABONNEZ-
VOUS!**

Abonnements

Pour vous abonner, modifier
votre abonnement, pour
tout changement d'adresse

ou toute question concer-
nant l'envoi du journal :

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS,
A1 Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit! → solidaritéS

Case Postale 2089
1211 Genève 2
abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

[3]

[5]

[8]

[11]

[14]

[15]

Logement
Pour des loyers justes,
pas des profits injustes

International
Face à l'extrême droite,
les féministes
luttes féministes?

Immigration
La Suisse et le pacte
anti-asile de l'Europe

International
Les tournants
inquiants
du nouveau régime
burkinabé

Histoire
Prendre les ondes
pour prendre la parole

Nucléaire
Il y a 50 ans,
l'ouverture du site de
Kaiseraugst

A lire
Cosmovisions
et politiques
du mouvement kurde

En mouvement
PKK : 50 ans de
combats militaires

12-13

11

14

15

Franziska Meinhertz



Photo en soutien au peuple palestinien réalisée lors de l'Université de printemps de solidaritéS, Torgon, 18 mai 2025